

«J'ai été élu pour changer le régime»

Intervista a Péter Magyar

Le dirigeant hongrois explique comment il compte récupérer les fonds gelés par la Commission européenne

Trois semaines après son investiture à la tête du gouvernement hongrois, Péter Magyar, 45 ans, était à Paris, le 3 juin, où il s'est notamment entretenu avec Emmanuel Macron à l'Élysée. Avant de reprendre l'avion pour Budapest, le successeur de Viktor Orbán a accordé un entretien au *Monde* à l'ambassade de Hongrie.

En venant à Paris, quel message souhaitiez-vous adresser à la France ?

Après m'être rendu en Pologne, en Autriche et à Bruxelles, je souhaitais venir rapidement en Allemagne et en France pour renforcer la position de la Hongrie auprès de ses grands partenaires en Europe occidentale. Avec Emmanuel Macron, nous pensons qu'il existe de nombreuses possibilités de développer les relations entre la Hongrie et la France, que ce soit dans les domaines de l'économie, de la défense ou de la politique européenne.

Irez-vous bientôt en Ukraine pour rencontrer Volodymyr Zelensky ?

Il y a en Ukraine une minorité hongroise d'environ 100 000 personnes. Or, depuis environ dix ans, elle est privée de droits fondamentaux, comme la possibilité, pour les enfants, d'apprendre le hongrois à l'école. Dès que les autorités ukrainiennes prendront l'engagement de mettre fin à ces discriminations, je serai prêt à rencontrer le président Zelensky.

Avez-vous reçu des signaux positifs en ce sens de Volodymyr Zelensky ?

Oui, je sens que les choses peuvent avancer dans le bon sens. C'est dans l'intérêt de nos deux pays d'aller de l'avant. La Hongrie souhaite avoir de bonnes relations avec tous ses voisins. En Hongrie, nous estimons que les actes passent avant les paroles.

Je vais vous donner un exemple. En juillet 2024, lorsque les Russes ont bombardé l'hôpital pédiatrique de Kiev, nous avons immédiatement décidé d'apporter notre aide. Nous avons collecté des médicaments, du matériel hospitalier et des denrées non périssables et, le lendemain, nous étions en route pour Kiev. Je venais d'être élu député européen, et quand je suis arrivé sur place, je n'ai vu aucun autre responsable politique européen. Quand on me demande comment nous nous comportons envers ceux qui sont attaqués, je peux répondre que ce qui compte, ce sont les actes, pas les paroles. L'Ukraine peut attendre de nous de la sincérité, pas de l'hypocrisie.

Soutenir l'Ukraine, ce serait aussi vouloir qu'elle adhère à l'Union européenne (UE)...

Sur ce point, ma position est très claire. Les règles doivent être les mêmes pour tous les pays qui souhaitent rejoindre les Vingt-Sept. L'Ukraine, pour l'instant, est en guerre. Nous espérons que ce conflit se terminera au plus vite et que, dans cinq, dix ou quinze ans, elle parviendra à satisfaire aux 33 chapitres d'adhésion. Alors nous organiserons un référendum en Hongrie sur la question.

Dans ce cadre, seriez-vous d'accord pour que l'UE ouvre dès maintenant un premier chapitre de négociations avec l'Ukraine ?

Pour cela, une condition doit être remplie : que la minorité hongroise d'Ukraine recouvre ses droits fondamentaux. Dès que l'Ukraine s'engagera à le faire, la Hongrie ne mettra aucun obstacle à l'ouverture de pourparlers. Nous en sommes proches, car nous sommes parvenus à un accord avec Kiev au niveau des experts concernant les droits linguistiques, culturels, éducatifs et politiques de la minorité hongroise. Si ces points sont intégrés dans leur plan d'action à l'intention de l'UE, nous donnerons notre accord à l'ouverture du premier volet des négociations.

La Commission européenne conditionne le dégel des 16 milliards d'euros de fonds en faveur de la Hongrie à la mise en place de réformes dans votre pays d'ici au 31 août.

Vous devez pour cela présenter un plan d'action, est-il prêt ?

Ce plan sera déposé d'ici à une quinzaine de jours, mais ça ne posera pas de difficultés, puisque nous nous sommes mis d'accord sur la formulation des modifications législatives nécessaires. Nous avons fait savoir que la Hongrie souhaitait rejoindre le parquet européen ; nous avons également pris des engagements très fermes en matière de lutte contre la corruption. L'agenda est serré, mais nous sommes déterminés à tout faire d'ici là pour que les fonds européens parviennent en Hongrie dès cette année.

Vous avez demandé le départ de plusieurs personnalités de l'ex-majorité occupant d'importantes fonctions. Si elles ne partent pas, que ferez-vous ?

En effet, je leur avais même demandé de partir avant le 31 mai, ce qui leur laissait la possibilité de le faire dignement. Cette date est passée. Ces gens sont des marionnettes d'Orban. Ils n'ont pas protégé la démocratie, ils n'ont pas défendu l'Etat de droit mais ont au contraire œuvré chaque jour à son démantèlement. Le président [*de la République, Tamas*] Sulyok n'a rien dit quand Orban a menacé des journalistes, des artistes, des juges et des citoyens, quand il a utilisé les services secrets pour essayer de démolir le principal parti d'opposition, ou quand il est devenu évident qu'il y avait des ingérences russes dans la campagne électorale. Il s'est contenté de se taire. Aujourd'hui, alors qu'il craint pour son poste et son salaire, il s'exprime et se précipite à l'étranger pour demander de l'aide.

Ces gens ont trahi le peuple hongrois et la souveraineté hongroise. C'est pour cela que nous avons reçu un mandat d'une force sans précédent de la part des électeurs. Je n'ai pas été élu pour simplement changer de gouvernement mais pour changer de régime, rétablir les contre-pouvoirs, restaurer l'Etat de droit et établir toutes les limites possibles au pouvoir exécutif pour que les dérives et les excès de ces dernières années ne puissent plus arriver. C'est notamment pour ça que je me suis engagé à ce qu'un premier ministre ne puisse plus, désormais, rester au pouvoir pendant plus de huit ans.

Comment pouvez-vous faire partir un chef d'Etat censé être à son poste jusqu'en 2029, tout en respectant l'Etat de droit ?

Nous n'utiliserons pas la procédure de destitution, car nous respectons la fonction. Pour ce qui concerne la Constitution, il y aura une table rase parce qu'au cours des seize dernières années, l'Etat de droit n'a pas fonctionné ici. Ils [*les dirigeants précédents*] se sont moqués de la Constitution. Celle-ci a été approuvée en 2011, sans consultation des Hongrois. Il y a une grande attente dans la population pour une nouvelle Constitution. La procédure de rédaction peut durer un an, et à la fin nous organiserons un référendum.

La Hongrie est très dépendante de la Russie sur le plan énergétique. A terme, pensez-vous que ce serait une bonne chose de vous priver de ce gaz et de ce pétrole ?

Il est très difficile de changer la géographie. Nous allons essayer de nous diversifier, mais on ne peut pas complètement se détacher de l'énergie russe. Et quand la paix arrivera, personne n'aura intérêt à une nouvelle guerre froide, notamment sur le plan énergétique. Ce n'est l'intérêt ni de l'Europe ni de Moscou. La Russie, actuellement, est une menace sécuritaire pour l'Europe. Mais, à terme, il est important d'essayer de retrouver une situation que l'on connaissait il y a vingt ans quand, économiquement, on pouvait très bien coopérer avec elle.

Comment vous définissez-vous politiquement ?

Je n'aime pas les étiquettes. J'évite les questions idéologiques, car les gens méritent plus que cela. Je viens d'une famille de droite mais, s'il faut choisir quand même une étiquette, je dirais que je dirige un gouvernement centriste, parce qu'il compte des gens de tous les bords, dont beaucoup ne faisaient pas de politique avant.

Je veux défendre les droits de tous. Je veux notamment défendre ceux des oppositions actuelles au Parlement. Je m'engage à défendre le droit de chacun à se réunir, le droit fondamental de rassemblement, de manifestation, ainsi que de voter pour qui on veut.